

TRIBUNE DE CAUX



(Photo Maillefer)

Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie : le premier ministre, M. Tunku Abdul Rahman, arrive en famille à la « première » de la revue musicale européenne « Il est permis de se pencher au-dehors ».

« Il est permis de se pencher au-dehors » en Malaisie

Au sommaire de ce numéro:

Suisse:

Pourquoi voter « non » le 7 juin?

France:

**Un congrès syndical qui pose
des questions
à l'ensemble de l'Europe**

Organisations internationales:

**L'OMS part en guerre
contre le tabac**

Remise en question, mais de quoi?

par M. Masmoudi, ambassadeur de Tunisie

Lors d'un récent congrès politique de jeunes auquel j'ai participé, j'ai été intéressé de constater que ces jeunes se posent les vrais problèmes au niveau de leur conscience. Ils remettent en question la société, mais se rendent compte qu'ils ont besoin pour cela d'un vrai face à face avec leur conscience. Il faut que nous sachions les aider. Il nous faut féconder cette conscience...

Aujourd'hui, il y a une remise en cause générale. On ne croit plus aux dogmes, aux idéologies. Il y a une remise en question en Union soviétique, en Pologne, en Tchécoslovaquie, on sent qu'il y en a une en Chine, et naturellement, nous connaissons bien celle qui se passe dans le monde occidental. L'homme d'Etat ne peut aujourd'hui écarter cette remise en question à laquelle s'adonnent ces jeunes. Certains politiciens essaient de comprendre les jeunes pour les flatter car ils voient en eux une clientèle, mais cela n'est pas digne d'un homme d'Etat. Il nous faut réfléchir à quelle conception de l'homme se rattache notre politique.

Pour atteindre les jeunes d'aujourd'hui, il nous faut une nouvelle sémantique. Les langages sont comme toutes choses : ils s'usent et ils meurent. Il nous faut trouver des formules nouvelles qui nous permettent de faire pénétrer les idées, même si ces idées sont des idées éternelles.

Pour ce face à face avec leur conscience, j'ai mis en garde ces jeunes contre la possibilité qu'ils ont là aussi de tricher avec leur conscience. Le monde dans lequel nous vivons est caractérisé par la tricherie, le maquillage. On maquille l'information, on triche dans l'industrie, avec les impôts, les femmes elles-mêmes sont maquillées, on ne sait plus où est la vérité. Alors j'ai dit à ces jeunes : si vous trichez dans ce face à face avec votre conscience, vous appartenez à ce monde que vous voulez détruire...

Il serait intéressant que les hommes qui connaissent la situation dans les différents pays du monde et qui sont conscients de cette remise en question, puissent ensemble rechercher ce que doit être l'homme dans le monde d'aujourd'hui. Ce qui compte, c'est quelle idée de l'homme nous avons à proposer en réponse aux questions de nos contemporains.

Cinq raisons de voter « Non »

Quand paraîtra le prochain numéro de la *Tribune de Caux*, nous serons fixés sur le sort réservé par le peuple suisse à l'initiative Schwarzenbach¹. Reconnaissons à celle-ci un mérite : elle a presque réussi à faire sortir les citoyens de leur apathie. Pour la première fois depuis longtemps, on assiste à une réflexion sérieuse sur un problème national que, sans M. Schwarzenbach, on aurait peut-être soigneusement laissé sous le tapis.

D'un bout à l'autre du pays ont lieu des réunions contradictoires auxquelles assistent des foules considérables et passionnées ; il y a dix jours, M. Schwarzenbach en était à sa 72^e ! La presse, la radio et la télévision sont entrées à fond dans le débat. Les prises de position se multiplient, peu concluantes quand elles sont le fait de comités, plus révélatrices quand elles émanent de la base : c'est ainsi que les délégués de la Fédération suisse des cheminots ont recommandé le rejet de l'initiative à la très faible majorité de 200 contre 189 et 8 bulletins blancs.

En ce qui nous concerne, nous voterons « non » pour les raisons que voici :

1. Parce que ce n'est pas par les méthodes proposées que l'on doit résoudre le problème réel que pose à la Suisse la présence de près d'un million d'étrangers. On a dit que l'initiative Schwarzenbach était une affaire « de sentiments et de ressentiments ». C'est vrai. René Payot, le grand journaliste qui vient de mourir, écrivait que « rien n'est plus dangereux pour un homme d'Etat que de se laisser guider par des rancunes ». On pourrait dire, en le paraphrasant, que « rien n'est plus dangereux pour un peuple que de se laisser guider par des ressentiments ».

2. Beaucoup de Suisses éprouvent, à juste titre, un malaise en constatant que beaucoup de travailleurs étrangers vivent chez nous comme des « sous-prolétaires », sans jouir d'un sens de dignité. C'est hélas souvent vrai, et l'on doit souhaiter que les gouvernements cantonaux veillent plus fer-

mement aux conditions d'embauche et de logement. Mais alors, nous nous insurgons d'autant plus contre les propositions Schwarzenbach qui n'auront pour autres résultats que de voir augmenter le nombre des travailleurs saisonniers — ceux parmi lesquels on relève le plus grand nombre d'abus — alors que nous renverrons chez eux des hommes et des femmes qui vivent chez nous depuis plusieurs années. (Au nom de quels critères ?)

3. Comme le souligne le *Journal de Genève*, l'insertion dans la Constitution des dispositions prévues par l'initiative « est à peu près irrévocable. La politique en matière de main-d'œuvre qui, par nature, doit rester souple pour s'adapter aux circonstances, deviendrait extraordinairement rigide. »

4. La brutalité des mesures proposées risque de créer le chaos dans l'économie suisse. Les grandes entreprises pourront peut-être se tirer d'affaire — en émigrant ; il en résulterait une perte de substance à laquelle notre pays n'a rien à gagner. Quantité de moyennes et petites entreprises risquent par contre d'y sombrer, ce qui serait une tragédie. Quant aux services publics de certaines villes, on ose à peine imaginer la belle gabegie qui y régnerait : à Genève, 108 des 120 éboueurs sont étrangers, de même que 100 % des employés des pompes funèbres !

5. Enfin, un « oui » à l'initiative Schwarzenbach serait considéré à coup sûr comme une giflette par quelques-uns des grands peuples d'Europe, l'Italie et l'Espagne en particulier (et, il faut le dire aussi, ajouteraient à leurs problèmes). L'étranger y verrait la confirmation de ses soupçons que la Suisse préfère la politique du « chacun pour soi » à celle de la solidarité européenne.

En somme, la Suisse doit décider si elle est prête à un nouvel acte de foi — de ceux qui jalonnent notre histoire — avec tous les dangers mais aussi les stimulants que cela représente ou si, préférant l'horizon du connu et de l'immuable, elle se refuse à forger l'avenir qui s'offre à elle. Pour notre part, nous n'hésitons pas.

Tribune de Caux.

Lettre d'un jeune Belge

Erik Dekers nous envoie la lettre ci-dessous, pleine de pénétrants points d'interrogation. Il tente d'y répondre lui-même, puisqu'il organise une représentation du film *Le Lever de la Nuit* pour ses camarades dans son collège.

Nous serons heureux de publier les commentaires et expériences de nos lecteurs sur les questions soulevées par notre correspondant.

Donc la drogue arrive. Elle est arrivée. La jeunesse est en péril. N'importe quel sale barbu, un peu lymphatique, qui a les yeux caves ou qui ralentit le mouvement, c'est un misérable drogué. La drogue est dans nos murs. Là, je vous arrête. Il y a belle lurette qu'elle fait des ravages, et plutôt du côté des générations qui nous précèdent. Et que ce n'est pas joli-joli.

A commencer par la cigarette paternelle (et la mienne aussi, d'ailleurs), qu'il allume avec le dernier bout de la précédente, et qu'il consomme paquet sur paquet, malgré le risque d'infarctus ou de cancer au poumon. Quand maman l'a tarabusté là-dessus (et je n'y échappe pas non plus !) toute la semaine, mes paternels n'ont d'autre issue que de filer par l'autoroute, avaler leurs kilomètres de blessés graves et tués sur place. Mais ils doivent bouger à tout prix, changer d'air (c'est fou ce que je ressemble à feu mon père), se changer les idées, bien qu'ils n'en aient pas tant que des chemises. Ce n'est pas de la drogue peut-être, cette nécessité d'avaler du goudron par les lèvres et par les pneus !

Quand les amis de papa, surpris par la quarantaine (excusez-moi), contemplent de belles images glacées sur l'art d'accommoder les maisons de campagne, les hahas, les piscines, n'est-ce pas une autre manière insidieuse de s'évader de soi-même, de se transporter dans un monde où tout est luxe facile ?

Lorsqu'enfin, tous, ils se montrent assoiffés d'égarés et de considération, et que si par malheur, tout à coup, celle-ci vient à subir un outrage, les voilà hagards, les yeux révulsés, puants de la nécessité qu'ils éprouvent à la retrouver. N'y décelez-vous pas les symptômes du sevré de haschisch ou de marijuana ? Ne les voyez-vous pas, tous ces aînés nébuleux, tendre vers les nirvanas artificiels ?

A qui la faute de tout cela ? Qui porte la responsabilité de tout ce gâchis ? Comment se fait-il que plus personne ne se sente à l'aise dans sa peau, de quelle nature est ce vertige étrangler d'âmes ?

¹ Qui prévoit de limiter à 10% de la population suisse le nombre des ouvriers étrangers (Genève : 25%).

THÉÂTRE-CLUB MIGROS 3, rue du Prince, Genève

Deux représentations
du film réalisé par les dockers
du port de Rio de Janeiro

HOMMES DU BRÉSIL

Mercredi 10 juin 1970 à 20 h. 15
et 21 h. 30

Prix d'entrée : Fr. 2.—

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours
Publié par Editions
Théâtre et Films de Caux S.A.
Rédaction, administration, publicité :
Case postale 3, 1211 Genève 20
Tél. (022) 33 09 20 CCP 10 - 25 366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—
Autres pays Fr. 18.—
France F 20.—

à verser au CCP 73, Lyon,
Société Générale, Annemasse

Prix spécial pour étudiants :
Suisse Fr. 9.—
France F 10.—

Rédacteurs responsables :
Daniel Mottu, Paul-Emile Dentan
Imprimerie Corbaz S.A., Montreux

A vendre à Caux

2 beaux chalets-villas de 5 pièces,
garage, 1000 m² de terrain, vue im-
prenable, situation tranquille, dispo-
nibles tout de suite.

Chalet 1 : Fr. 220.000.—

Chalet 2 : Fr. 210.000.—

Agence H. COEYTAUX
1822 Chernex sur Montreux.

Pour une société multiraciale en Malaisie

LA Malaisie est un domaine peu connu. Et pourtant, ce royaume constitutionnel de dix millions d'habitants occupe une place importante dans le Sud-Est asiatique. Sur le plan géographique et stratégique, il représente une sorte de verrou entre la mer de Chine et l'océan Indien. Economiquement, il est le premier producteur mondial d'étain et de caoutchouc. Depuis 1963, il a inclus dans une grande fédération les territoires septentrionaux de Bornéo, Sarawak et Sabah, qui forment aujourd'hui la Malaisie orientale et étendent le rayonnement de la nation jusqu'aux abords des Philippines.

Mais la réalité omniprésente est celle-ci : la Malaisie doit savoir faire vivre ensemble 50 % de Malais, 36 % de Chinois et 11 % d'Indiens. C'est le thème souvent repris par les personnalités malaisiennes à l'occasion de la venue du Réarmement moral à Kuala Lumpur.

En effet, pour la première fois, une délégation internationale comprenant notamment la troupe de *Il est permis de se pencher au-dehors* est invitée en Malaisie. Elle y est arrivée le 11 mai, venant d'Inde où elle avait passé les six derniers mois. A la suite de la visite de Malaisiens au centre de Panchgani, près de Bombay, un comité d'accueil s'était constitué sous les auspices du premier ministre, représentant les différentes ethnies de la population.

Représentation à Kuala Lumpur

Nous avons publié dans notre dernier numéro le message que le premier ministre a adressé à la délégation dont il attend qu'elle aide la Malaisie à apporter au monde « l'exemple d'une société multi- raciale véritable ».

Le premier ministre adjoint, M. Haji Abdul Razak, déclare pour sa part : « A un moment où la Malaisie s'efforce de bâtir une nation prospère à partir de ses groupes de races diverses, cette délégation internationale, avec son message de bonne volonté et d'unité, est des plus bienvenues. »

Prenant la parole avant la première de la revue musicale à Kuala Lumpur en présence du premier ministre, de six membres du gouvernement, de nombreuses personnalités malaisiennes et du corps diplomatique, M. Sayed Nasir, député, a précisé : « Nous devons forger, dit-il, des hommes et des femmes responsables, incorruptibles et engagés ; cela doit passer en priorité. Il nous faut une révolution morale en nous-mêmes qui, au bout du compte, entraînera les changements durables que nous souhaitons dans notre société. Cette idée nous met au défi de faire place nette dans nos propres vies, et cela demande de nous le sacrifice de notre confort et de nos plaisirs mesquins dans l'intérêt plus vaste de notre pays. Le choix pour chaque Malaisien est celui-ci : soit nous sacrifions notre égoïsme à notre pays bien-aimé, soit nous sacrifions notre pays à notre égoïsme. »

Contribution chinoise

A la fin de la représentation, il revint à M. Rajmohan Gandhi d'exprimer la foi qu'il

avait dans le destin de la Malaisie. « Ce dont le monde a besoin, dit-il, c'est d'une société vraiment révolutionnaire, où les familles sont unies, où les riches servent les pauvres, où les hommes d'affaires paient leurs impôts et sont absolument honnêtes, où les races enfin vivent en partenaires. Le monde attend de voir une nation gouvernée par des hommes gouvernés par Dieu. Nous croyons que la Malaisie peut être cette nation. »

Les membres de la délégation internationale ont eu dès leurs premières journées à Kuala Lumpur l'occasion de conférer avec des dirigeants des différentes communautés dont beaucoup leur ont d'ailleurs accordé l'hospitalité. M. Tan Siew Sin, chef du parti chinois, ministre sans portefeuille dans le gouvernement, a annoncé qu'il entreprendrait de rassembler un minimum de 10 000 dollars malaisiens pour couvrir les frais de séjour des hôtes du pays. Les journaux malais, chinois et tamils, ainsi que les quotidiens de langue anglaise ont notamment mis en évidence le message du premier ministre, soulignant dans leurs titres le rôle important que le chef du gouvernement voudrait voir le Réarmement moral jouer en Malaisie.



(Photo Maillefer)

Au premier rang des spectateurs de « Il est permis de se pencher au-dehors », à Kuala Lumpur, de droite à gauche : le procureur général, M. Zain ben Ahmad ; le Tun-ku Abdul Rahman, premier ministre ; M. Rajmohan Gandhi, M. Nasir ben Ismail, député, vice-président du comité d'invitation, et Mme Abdul Rahman. On notait dans la nombreuse assistance six membres du gouvernement, neuf ambassadeurs ainsi que des membres de la famille royale.

SULZER
chauffage



climatisation

Sulzer Frères, Société Anonyme
Dép. Chauffage et Climatisation, Succursale de Lausanne
Avenue Dapplies 54, 1002 Lausanne, Case Postale Gare, tél. 021/277411

En danger de progrès

D'APRÈS M. Jean Fourastié, l'éminent sociologue français, « ce livre¹ est l'un des plus importants qui aient été publiés en France depuis dix ans ». Sans doute connaîtra-t-il un retentissement aussi profond que le fameux *Défi américain* de J.-J. Servan-Schreiber, dans ce sens qu'il provoquera une nécessaire prise de conscience sur le monde nouveau qui est en train de se modeler sous notre nez, même si la plupart d'entre nous ne nous en rendons pas du tout compte.

Sous le règne de l'ordinateur

C'est pourquoi nous devons savoir gré à M. de Closets de nous déciller les paupières et de nous aider à saisir cette « accélération de l'histoire » qui est en train de se dérouler grâce au progrès scientifique. En effet, nous avons peine à imaginer le monde qui sera le nôtre dans dix ou vingt ans. Peut-être n'y aura-t-il plus de journaux imprimés ? Il suffira d'un simple appel téléphonique à la rédaction de votre choix pour que vous receviez quasi instantanément, grâce à un appareil de reproduction photo-électronique placé dans votre récepteur de télévision, la copie de votre journal préféré, tout imprimé « à domicile ». Les enfants qui sont nés depuis 1965 passeront une bonne partie de leurs études à dialoguer avec un ordinateur qui leur enseignera, éléments par éléments, toutes les données du savoir scientifique ou linguistique, bien mieux qu'un professeur ne saurait le faire avec une classe de trente élèves. L'administration des Etats sera simplifiée et il y aura moins de fonctionnaires : tout se fera par ordinateur. Enfin, quand vous irez chez le médecin, en un clin d'œil celui-ci aura consulté l'ordinateur central qui lui aura fourni toutes les données de votre état de santé ; il transmettra les renseignements nouveaux que le diagnostic lui aura procurés et il recevra en réponse toute la gamme des possibilités thérapeutiques que peut offrir l'ensemble des connaissances médicales connues à nos jours sur votre cas. Ainsi, quelle que soit la mémoire et les capacités personnelles de votre médecin, vous êtes assurés que celui-ci disposera de toutes les données du problème que lui pose le fonctionnement de votre organisme. Quant aux analyses, qui prennent souvent du temps aujourd'hui, elles seront faites en un tour de main, grâce aux microscopes électroniques, d'un prix effroyablement cher il est vrai, mais dont le « rendement » sera si élevé que le prix d'achat sera rapidement amorti.

Tout ceci est pour demain, et comme l'affirme et le répète l'auteur, « nous ferions

mieux de nous habituer au progrès, plutôt que de regretter le bon vieux temps ». Ce n'est pas l'opposition qui se manifesta contre les chemins de fer au siècle dernier qui empêcha ces derniers de s'imposer. Il en va de même pour la révolution des ordinateurs dans laquelle nous sommes entrés les yeux bandés et que sont en train de nous faire subir une équipe, relativement restreinte, de chercheurs passionnés.

M. de Closets a mille fois raison lorsqu'il tire la sonnette d'alarme devant le manque de finalité de la société scientifique nouvelle qui est en train de se construire, encore qu'il nous laisse de profonds points d'interrogation. « Cette évolution, écrit-il, est lourde d'inconnues. La démarche actuelle est mauvaise, car elle se limite à l'aspect économique du problème, sans en considérer les prolongements sociaux, politiques et moraux... Il s'agit de construire une nouvelle société et pas seulement une nouvelle industrie... En laissant cette évolution sans contrôle et sans finalité, les sociétés industrielles risquent d'accumuler les tensions. Une fois de plus, un progrès non dirigé aura contribué à aliéner l'individu. »

L'auteur se plaint en effet du divorce presque complet entre les décisions politiques et les questions de recherche et d'application scientifiques. Il plaide avec vigueur pour que les hommes de science soient, dès maintenant, associés aux décisions politiques et sociales qui doivent se prendre pour la nouvelle organisation de la communauté des hommes.

Où les qualités humaines restent irremplaçables

Nous avons senti l'inquiétude et l'indécision poindre dans l'esprit de l'auteur quand il décrit ce que sera la nouvelle organisation de l'administration grâce aux ordinateurs. Résumons : chaque citoyen sera « enregistré » dans une mémoire électronique centrale : nos empreintes digitales, notre éducation, nos caractéristiques physiques, notre emploi du temps, notre revenu, nos qualités, nos défauts, notre famille, etc., tout sera dans l'ordinateur. Immense avantage du point de vue judiciaire. Par exemple : le malfaiteur qui dévalise une bijouterie et laisse, par malheur pour lui, une empreinte digitale sur la poignée d'une auto volée sera immédiatement identifié, en quelques secondes ; toutes les voitures qui auront passé la frontière seront enregistrées grâce à la télévision électronique et notre voleur n'aura aucune chance de fuir. Autre avantage : nous n'aurons plus besoin de passer d'un bureau à l'autre pour nos formulaires de sécurité sociale, de chèques postaux ou d'impôts, etc. ; l'ordinateur se chargera pour nous de ces tracasseries. Par contre, imaginez-vous ce que deviendrait la vie de chacun de nous si un groupe d'hommes sans scrupules

s'emparait de l'ordinateur central et se mettait à manipuler l'activité de l'Etat selon le dessein bien arrêté de le contrôler ? Aucune dictature dans le passé n'aurait égalé en pouvoir cette omnipotence-là.

Pour lutter contre ce danger — combien réel — l'auteur propose que « l'utilisation de l'informatique soit contrôlée par un organisme indépendant, jouissant d'une grande autorité morale... composé des hommes les plus aptes à l'exercice d'un tel contrôle et leur assurant l'appui de l'ensemble de la population ou de sa grande masse ». Encore faudrait-il que ces hommes soient eux-mêmes libérés de toute ambition de pouvoir !

C'est là, nous semble-t-il, que le raisonnement de M. de Closets pêche par omission en ignorant le fait, tout aussi scientifique que les autres, de la nature de l'homme. Etre au service d'un ordinateur ne fera pas automatiquement de cet apprenti-sorcier que nous sommes un être plus désintéressé !

Tenir la balance égale

Quant au dernier chapitre de l'ouvrage, consacré au contrôle des naissances, il suscite en nous les plus grandes réserves. M. de Closets voit dans le planning « scientifique » des naissances un « immense progrès » et part en guerre contre les tenants du traditionalisme, à commencer par saint Paul et saint Augustin, pour terminer par Paul VI, Mao Tse-toung, le Mahatma Gandhi et son petit-fils. C'est la seule façon, assure-t-il, d'enrayer la poussée démographique des pays pauvres. Rajmohan Gandhi, lui, qui soit dit entre parenthèses a plus de raisons de connaître l'Inde que M. de Closets, est certain que ses compatriotes répondent davantage à un appel à vivre la pureté sous le regard de Dieu qu'aux voix des « experts en planning familial ». Pourquoi ne pas s'engager résolument dans cette voie-là, tellement enrichissante et libératrice ?

Pour notre auteur, « la seule justification du progrès technique se trouve dans l'amélioration du sort des hommes, de leur condition morale et de leur niveau matériel ». Il faut maîtriser ce progrès, nous exhorte-t-il. Mais dans ce cas, et c'est nous qui soulignons ce qui manque à nos yeux dans cet ouvrage par bien des aspects passionnants, tout progrès matériel doit s'accompagner d'un progrès moral et spirituel correspondant — condition de la liberté de l'homme vis-à-vis de la machine et de ses semblables. Teilhard de Chardin parlait d'une « balance » entre le progrès scientifique et spirituel. Cette balance doit être maintenue en équilibre pour que l'humanité ne rétrograde pas vers un âge individualiste totalement déshumanisé.

¹ Par François de Closets. Edition Denoël.

Contre le tabac, pour la santé

L'Assemblée mondiale de la santé a adopté une résolution condamnant l'usage du tabac à cause de ses effets néfastes pour la santé.

La résolution avait été adoptée en commission par un vote de 69 contre 0 et 11 abstentions.

Consciente des effets graves de l'usage du tabac qui favorise le développement d'affections pulmonaires et cardiaques, telles que le cancer broncho-pulmonaire, la bronchite chronique, l'emphysème et les cardiopathies ischémiques (infarctus) et constatant l'augmentation du cancer broncho-pulmonaire, l'Assemblée estime que le moment est venu pour les institutions se consacrant à la santé de montrer leur volonté de lutter contre le tabac, principal facteur de tant de graves maladies.

En conséquence, l'Assemblée a invité le directeur général à prendre diverses dispositions.

Les recommandations qui figurent au rapport soumis par le directeur général à l'Assemblée mondiale de la santé portent sur les points suivants :

- législation obligeant les fabricants à indiquer sur les emballages et dans leurs publicités la teneur en goudron et en nicotine de leurs cigarettes, ainsi qu'à mettre en garde leurs clients contre les dangers du tabac ;
- limitation de la publicité en faveur des cigarettes, l'objectif ultime étant sa suppression totale ;
- appel aux médecins et autres membres de l'équipe médicale qui doivent donner l'exemple en s'abstenant de fumer et encourager leurs patients à cesser de fumer ; ils doivent dissuader les jeunes de commencer à fumer.

De leur côté, les autorités sanitaires devraient soutenir diverses mesures telles que décourager l'usage du tabac dans les hôpitaux, les lieux et les transports publics et donner le maximum de publicité au danger du tabac.

Il importe que les étudiants en médecine soient parfaitement informés de ces dangers, de même que tous les écoliers et étudiants.

La discussion de ce rapport a fait ressortir les points suivants :

- « les maladies du tabac » constituent réellement une « épidémie moderne » ;
- il est important que dans chaque pays, la campagne contre le tabac soit précédée d'études multi-disciplinaires groupant économistes, enseignants, politiciens ;
- si la pipe et le cigare semblent présenter moins de danger que la cigarette, ils n'en sont pas moins eux aussi un facteur de risque, surtout pour les gros fumeurs ;
- au moins 100 000 décès par an sont attribués aux « maladies du tabac » au Royaume-Uni ;
- l'augmentation de l'infarctus du myocarde chez les hommes jeunes de 35 à 45 ans est un des phénomènes les plus impressionnants associés à l'usage du tabac ;
- certains pays en voie de développement se sentent eux aussi menacés par l'augmentation de la consommation du tabac et souhaiteraient des études sur les conséquences pour la santé de l'usage du tabac dans leurs populations ;
- le but principal de tous ces efforts consiste à décourager les enfants et les jeunes de contracter une habitude aussi néfaste, mais pour cela, l'exemple des parents, des enseignants, des « héros » sportifs, des vedettes de cinéma et de télévision est déterminant.

Où les institutrices apprennent autant que les élèves

par Eliane Maillefer, en Inde depuis six mois

J'ai beau être institutrice, je n'avais pas compris auparavant à quel point les enfants désirent se sentir nécessaires à la bonne marche de leur pays. Et j'ai été frappée de voir combien les enfants indiens aiment leur pays, se passionnent pour le transformer.

Pour eux comme pour nous, point n'est besoin de donner de grandes explications sur la différence entre le bien et le mal ! Autant ils rechignent à se voir dicter que faire, autant ils aiment découvrir par eux-mêmes ce qui est juste.

A Delhi, on nous avait demandé de parler à une classe de jeunes filles de quatorze ans. Elles voulurent faire l'expérience d'écouter en silence « la voix intérieure ». L'une d'elles se leva : « J'ai décidé de ne plus mépriser les serviteurs », dit-elle. Quand je relatais la chose à la directrice, elle fut stupéfaite : c'était une notion qu'elle s'était efforcée en vain depuis longtemps d'inculquer à ces jeunes filles !

Ardeur au changement

J'ai aussi appris à ne pas mettre dans la tête des enfants les idées que j'aimerais y voir, mais à laisser grandir en eux les pensées que Dieu peut leur donner. A Shillong, des écolières qui faisaient l'expérience du silence sont venues me dire qu'elles allaient changer d'attitude envers les élèves de l'école rivale. Tout de suite j'eus des tas d'idées sur la manière de sceller la réconciliation, mais la pensée me vint clairement de les laisser découvrir elles-mêmes ce qu'elles devaient faire. Et bientôt elles revinrent pleines de suggestions beaucoup plus intéressantes que les miennes ! Par exemple, elles voulaient donner une représentation du film « Expérience en Asie » devant les deux écoles rassemblées et dire elles-mêmes à cette occasion le pourquoi de leur changement. Elles vou-

laient exprimer ensuite cela dans une pièce de théâtre qui serait jouée par des élèves des deux écoles.

Leur ardeur à changer était étonnante ! Elles furent bientôt trente à se réunir chaque matin avant les classes pour faire leurs plans afin de transformer l'état d'esprit de toute l'école. En les voyant à l'œuvre, j'ai compris que le fait de chercher à écouter Dieu est le plus grand facteur d'unité : dans toutes les écoles où nous allions, que les élèves soient hindous, musulmans ou chrétiens, rien ne les séparait quand ils se mettaient à l'écoute de Dieu.

Dans toutes ces villes, des directeurs d'écoles envoyaient leurs classes pendant les heures de cours voir notre pièce de théâtre. Les maîtres venaient aussi et leur intérêt n'était pas moins vif que celui de leurs élèves. « Votre pièce, nous dit un professeur indien, nous remet à l'esprit des vérités que notre religion hindoue nous a transmises et que nous avons oublié de vivre ». Tandis que la Mère supérieure d'une école catholique disait : « C'est Dieu qui vous a envoyés à Shillong. Vous nous avez rendu espoir. »

■ La télévision hollandaise a diffusé samedi dernier un remarquable film documentaire tourné au Haut-Adige par notre collaborateur M. Fred Ladenius. Tour à tour, le chef du Parti populaire du Sud-Tyrol, M. Magnago, le député Karl Mitterdorfer, le président du Parlement régional, M. Bertorelle, l'évêque de Bolzano, Mgr Gargitter, évaluent l'apport de Caux dans les récents accords signés entre l'Italie et l'Autriche. Toutes ces personnalités ont, à un moment ou à un autre, participé aux conférences de Caux, où, disent-elles dans le film, elles ont compris qu'un accord dans leur région pourrait servir d'encouragement pour d'autres pays en proie à des problèmes semblables, tels que l'Irlande du Nord.



Il est partout un visiteur
que l'on reçoit de belle humeur.
Qui donc est-ce? vous voyez JUST.
Comme dit Roland Jay: «c'est juste!»

40 ans Just

Fabrique de brosses et produits JUST 9428 Walzenhausen

Just

Après un important congrès syndical

LA Confédération française démocratique du travail, deuxième force syndicale en France, a opté pour le socialisme.

Voilà ce qui ressort du congrès que cette centrale a tenu du 6 au 10 mai à Issy-les-Moulineaux, dans la banlieue parisienne. Cette orientation n'a surpris aucun des 1700 délégués, ni aucun observateur, car elle était inscrite dans l'évolution de ces dernières années. Et cependant, il y a six ans seulement que la CFDT est née de la Confédération française des travailleurs chrétiens, qui représentait depuis 1920 l'aile non marxiste du mouvement ouvrier et à laquelle beaucoup, dans les autres milieux syndicaux, reprochaient son cléricanisme. Il s'agit donc d'une évolution considérable.

A la déconfectionnalisation de 1964 a succédé une période de flottement qui a laissé coexister les courants les plus divers, allant de ceux qui, en fin de compte, regrettaient la solide armature de la morale chrétienne

jusqu'aux gauchistes les plus extrémistes. Cette disparité fut manifeste pendant les événements de mai 1968.

Préparé de longue date, le congrès de 1970 devait permettre de redonner un net contour à la doctrine, notamment par l'adoption d'un texte rédigé sous la direction du président sortant André Jeanson. En condamnant sans appel le capitalisme et en prenant des positions idéologiques beaucoup plus tranchées, ce manifeste fournissait un cadre permettant de satisfaire aux exigences les plus révolutionnaires. Mais en même temps, le secrétaire général, Eugène Descamps, n'a pas ménagé sa réprobation envers ceux qui utilisaient à tout bout de champ un « catéchisme révolutionnaire » auquel, pour sa part, il préfère « le livre de la vie ». « S'il y avait la révolution aujourd'hui, demande-t-il, qui aurait le pouvoir demain et pour quoi faire ? Il faut savoir jusqu'où on peut conduire les masses. »

Les obstacles du tiers gagnant

La nouvelle doctrine de la centrale s'appuie sur trois concepts principaux que certains délégués ont appelés le « tiers gagnant » : planification démocratique, propriété sociale des moyens de production, autogestion. On a beaucoup discuté pour savoir lequel de ces chevaux devait arriver en premier, mais on a peu parlé de leur pedigree. Dans les documents préparés en vue du congrès, de longs passages sont en effet consacrés à la critique du capitalisme, mais on y cherche en vain ce que recouvrent les trois maîtres mots. On voudrait aussi savoir davantage ce qui, dans la nouvelle économie préconisée par la CFDT, se substituera aux stimulants qui donnent au capitaliste d'aujourd'hui sa volonté de produire et d'innover.

Dans les prochaines années, l'état-major de la centrale s'efforcera sans doute de donner un contenu aux trois objectifs, mais on ne peut manquer de remarquer que l'orientation proposée ne sort guère du domaine théorique. Elle s'accompagnait dans les interventions de certains délégués d'un mépris des formules suédoise ou britannique du socia-

lisme qui, à leurs yeux, n'entamaient pas ou presque pas la structure capitaliste. Quant à la cogestion, ce seul mot déclenchait aussitôt les huées d'une partie de l'assistance.

Le passage au socialisme reste le grand point d'interrogation du congrès. La seule volonté affirmée est celle de respecter la liberté et la démocratie dans la période de « passage » comme dans la société à construire. Mais les moyens de passage sont restés très obscurs. Quant à la stratégie, on en a beaucoup discuté : rupture ou progression ? Il n'y a pas de doute que l'esprit de mai 1968 imprègne encore fortement les esprits. On a une peur instinctive de l'intégration au capitalisme, et même les contrats qui ont été signés ces derniers mois à l'Electricité-Gaz de France et à la SNCF ont été attaqués par une partie du congrès sous prétexte qu'ils conduiraient eux aussi à une forme d'intégration.

Quel va être à l'avenir le sens de l'action des militants ? Cela aussi reste une inconnue, l'accent ayant été mis surtout sur des buts lointains ne pouvant être atteints que par un renversement du rapport des forces, ce qui, dans la situation politique actuelle, ne semble pas être pour demain. Les cadres confédéraux sont d'ailleurs bien conscients de la faiblesse de la gauche. Certaines attaques portées pendant le congrès contre d'autres groupements socialistes n'y remédieront certes pas.

Où le congrès est resté muet

On conçoit bien que les dirigeants de la CFDT, instruits par les défauts du capitalisme occidental comme par les échecs des étatismes totalitaires, aient cherché à tout prix à construire un prototype original, mais on regrette que cela ne débouche jusqu'ici que sur des formules dont il est difficile de voir l'application dans le concret.

Alors que manque-t-il à leur recherche ? L'éthique chrétienne étant abandonnée, autour de quelle conception de l'homme la CFDT va-t-elle s'orienter ? Voilà l'élément sur lequel le congrès d'Issy-les-Moulineaux est resté muet. C'est un poncif de dire que les structures ne valent que ce que valent les hommes, mais on voit mal comment on peut mettre au point le passage d'un régime à un autre, bouleversement des habitudes de tous, si l'on n'a pas pris grand soin à préparer moralement, spirituellement, les hommes qui seront appelés demain à tenir les leviers de commande, surtout si ceux-ci sont démultipliés.

Le capitalisme peut-il s'amender ?

Cela dit, il reste à saisir l'importance du fait que la CFDT, partie il y a 50 ans d'un postulat résolument chrétien, croyant dans l'amélioration des régimes par l'action des hommes, en soit arrivée aujourd'hui à un tel durcissement.

L'évolution de cette importante centrale syndicale devrait faire sérieusement réfléchir en France, comme dans d'autres pays, les milieux patronaux, les tenants du pouvoir, tout comme les citoyens que nous sommes. Est-ce l'aveu de notre impuissance à transformer une société de l'intérieur ? Tout en dispensant un certain bien-être, l'esprit d'initiative et les nouvelles techniques de « management » ne font-ils que consolider une structure apparemment incapable de satisfaire les vraies aspirations des individus ?

L'heure est venue pour les hommes de prouver qu'ils ne sont pas que les jouets et les victimes d'un système mais qu'ils peuvent consacrer leurs meilleures énergies et leur intelligence à créer une société où la dignité de tous sera vraiment assurée. C'est sans doute ce à quoi pensait Eugène Descamps lorsqu'à la question d'un reporter de France-Inter : « Le capitalisme peut-il encore s'amender ? » il répondait : « Cela dépend du capitalisme. S'il se révélait capable de ne pas voir que le profit mais aussi la satisfaction des besoins, il aurait encore quelque chance. »

J.-J. O.

En train de Genève à Caux

Dès maintenant jusqu'à fin octobre

Billet d'excursion CFF
aller - retour

En deuxième classe : Fr. 19.—

Valable deux jours, par n'importe quel train.

■ Des Italiens engagés dans l'action du Réarmement moral se sont réunis pendant les journées de Pentecôte, à Florence, dans le collège des sœurs bénédictines de Sainte Marthe. L'initiative de la rencontre revenait aux Florentins qui avaient récolté les fonds nécessaires au doublage italien du film *M. Brown descend de la montagne*.

Parmi les participants, des gens de l'industrie, du théâtre, de la télévision, du journalisme, de la politique, de l'Eglise. Parmi les questions abordées : la diffusion en profondeur du film *M. Brown scende dal colle*, la publication de nouveaux opuscules italiens, l'envoi de délégations à Caux dans le courant de l'été.

F. L.

Le Café de Paris

26, rue du Mont-Blanc

Grande spécialité
d'entrecôtes **Café de Paris**
servies jusqu'à 23 h.

Connu mondialement

Ouvert tous les jours



Genève

Tél. 35 08 60

Livre toutes les boissons
à domicile

Hôtel-restaurant de l'Ancre

34, rue de Lausanne Genève
Téléphone 32 05 40

SES DEUX FORMULES

Restaurant self-service
Menus à Fr. 3.— et 3.80 et à la carte



Restaurant
avec service à table
au 1^{er} étage
Menus de Fr. 3.— à Fr. 6.50
et à la carte

Pour vos voyages,
noces et excursions

Voyages BECK S.A.

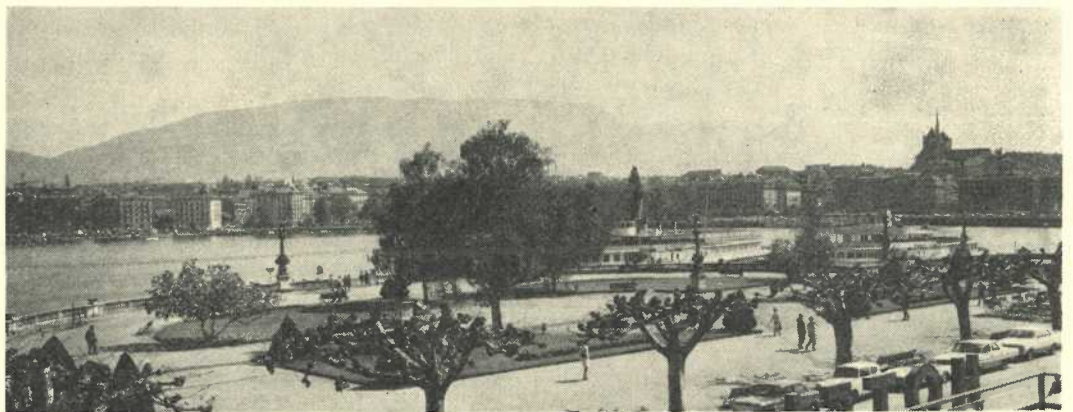
1249 LA PLAINE
(Genève)
Tél. 54 15 21

Horlogerie - Bijouterie C.A. Châtelain

4, rue de la Tour-de-L'île

GENÈVE

Horlogers de Genève



Pharmacie Habel

1, place Claparède
Tél. 46 46 99

Livraison à domicile
de tous médicaments

Analyses médicales

Genève

souhaite la bienvenue
à ses hôtes internationaux

Horlogerie de la Paix F. Fatio

AGENT DES PRINCIPALES
GRANDES MARQUES

Quai des Bergues 21, Genève
Tél. (022) 32 41 23

Charles

INTERCOIFFURE

Dames - Messieurs

Cours de Rive 12
Genève - Tél. 35 38 15



Liberté, j'écris ton nom...

Nous ne sommes pas les premiers à revendiquer la liberté. D'autres l'ont fait avant nous, et même longtemps avant nous. Mais peut-être alors cette revendication était-elle l'apanage des héros, le commun des mortels ayant d'autres chats à fouetter. Tandis qu'aujourd'hui le gîte, le pain — beurré même — l'assurance-vieillesse sont là sans que nous ayons à nous battre, nous laissant tout loisir de brandir un si noble étendard.

Les champions de la liberté sont donc légion, et légion leurs conceptions de ce mot. L'éducation est un champ de bataille tout désigné pour ces diverses idées. Rendre très tôt les enfants autonomes est un des slogans qui gagne actuellement beaucoup de terrain. Ainsi voit-on surgir ces écoles antiautoritaires, où l'enfant est sensé se comporter à sa guise, sans contrainte aucune.

Un Anglais, M. A. S. Neill vient de publier un livre sur l'internat qu'il a fondé selon ce principe. « Là, paraît-il, on ne se lève que si on en a envie, on mange ce que l'on veut, on parle, on jure à son gré, on s'habille comme on veut à moins qu'on ne préfère se promener tout nu. Rien n'est obligatoire, surtout pas d'aller en classe. » Pour M. Neill en effet, il n'y a pas d'enfants méchants, paresseux ou vicieux lorsqu'ils sont libérés des contraintes ou des peurs qu'on leur inculque.

Pourquoi expérience si rare, s'étonne Madeleine Chapsal dans *L'Express*? Personnellement ça ne m'étonne pas tellement : sans doute y a-t-il dans le monde pas mal de gens qui ont malgré tout un brin de jugeotte dans la tête et d'amour au cœur, de gens qui ne disent pas à un être « Tiens-toi droit » avant de lui donner une colonne vertébrale.

Dans cette école — phrase intéressante car c'est une définition vers laquelle le monde semble s'acheminer de manière très générale — la seule délimitation de la liberté est l'interdiction d'ennuyer les autres et de gêner les activités de la communauté. Les héros du temps jadis ne se retourneraient-ils pas dans leurs tombes de voir proposer aux générations

à venir une si pitoyable liberté! Ne pas déranger les autres, ciel! qui donnerait sa vie pour ce but incommensurablement insipide? J'imagine mal une meilleure préparation à une vie sans envolée, une pauvre vie d'égoïsme en somme. Sans compter les chinoïseries administratives auxquelles il faudrait forcément en venir pour déterminer de combien de décibels on peut laisser un transistor chatouiller les oreilles du voisin sans risquer de sanction!

Il y a dans le catéchisme, si mes souvenirs sont bons, quelque chose que l'on appelle le péché d'omission. Ce doit être dans un chapitre qui n'est pas au programme de l'école de M. Neill. Dommage, car y a-t-il autre issue à l'attitude négative, et pour comble aliénante, de ne pas léser l'autre, que de tendre une main pour l'aider, cet autre, pour construire avec lui une cathédrale? Sans doute même les deux mains et, par-dessus le marché, au moment où cela me dérange le plus, moi!

Cette éducation antiautoritaire, certains la préconisent parce qu'elle justifie les libertés qu'ils prennent avec leur conscience; pour d'autres c'est une simple démission, le refus de payer soi-même le prix de l'autorité, l'espoir de court-circuiter cette rébellion des adolescents qui pose trop de questions embarrassantes. De bonne foi, peut-être, ils n'aident pas moins à réaliser une idée que d'autres ont derrière la tête, un plan pour une société qui n'aura rien d'un paradis de liberté. Pour ces derniers, qui ne cachent plus aujourd'hui leurs intentions, l'enseignement sert d'outil. Je pense à ce professeur français qui déclare tout de go à la presse que son but en « enseignant » est d'amener son université à marcher de plus en plus mal. Et ses amis de jeter les hauts cris le mois dernier (au nom de la liberté?) quand le gouvernement a préféré se passer de la suite de ses services! Nous allons pousser le gâchis si loin, disent-ils, que les gouvernements démocratiques seront forcés de se muer en

oligarchie policière. Là, les chemins de la liberté deviennent bien tortueux, aussi tortueux que la vie de leurs défenseurs!

C'est facile de prendre les jeunes pour paravent. Mais les sondages, sans lesquels on ne peut plus rien faire ni savoir de nos jours, nous disent qu'en fait les jeunes se plaignent plus souvent du manque d'autorité de leurs parents que du contraire: « En n'osant pas nous montrer ce qui est juste, les adultes nous ont laissés flottants et désarmés », estiment-ils. « Jamais les jeunes gens n'ont plus désespérément demandé qu'on leur fournisse des valeurs morales », est un son de cloche courant, et pas seulement dans les feuilles de chou bien pensantes.

Je me demande ce que M. Neill penserait de ces mots d'une fille de dix-sept ans: « Nous ne voulons pas qu'on nous propose du facile, de l'adaptable. Nous voulons quelque chose de radicalement franc, une vie droite qui nous donne notre place dans la société parce que tout ce que nous ferons, grand ou petit, servira à rendre le monde différent. Quand on accepte des critères moraux absolus, on est tellement libre qu'on peut s'attaquer à des choses qu'on n'aurait pas osé rêver. Libre de penser au reste du monde et de vivre dans cette perspective. Au lieu de nous traîner tant bien que mal, nous devenons responsables des gens et des pays. »

Avec une quarantaine de moins de vingt-cinq ans, cette jeune fille a envoyé aux membres du Parlement de son pays une lettre se terminant par cette phrase révélatrice: « Nous qui signons cette lettre avons eu le privilège de découvrir une foi en Dieu, grâce à nos parents ou parfois à nos professeurs, et nous ne pouvons pas rester muets quand nous voyons qu'on veut imposer à notre génération une philosophie d'esclavage et de dé faite au nom de la liberté. »

A bon entendeur, courage!

Jacqueline.



*Le spécialiste
du vêtement féminin*

la maison du tricot sa

lausanne

genève

neuchâtel

fribourg

la chaux-de-fonds

bâle